

Les fondations Open Society sont le plus grand donateur privé au monde pour les ONG et associations œuvrant pour la défense des droits de l'homme, de la justice et de la démocratie. Nous apportons notre soutien à ces groupes par l'intermédiaire de plus de 20 fondations nationales et régionales, avec un budget annuel de plus de 1 000 millions USD pour 2018.

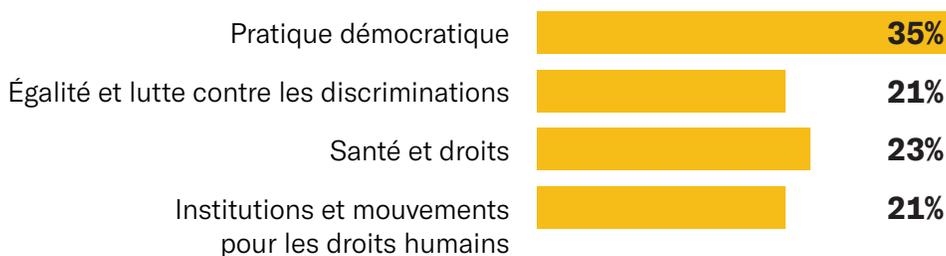
Un peu moins de dix pourcent de nos financements sont consacrés à l'Europe.

BREF HISTORIQUE

Les fondations Open Society ont commencé leur travail en France au début des années 2000, aux côtés de la communauté musulmane, dans le cadre d'un débat plus large sur les politiques d'intégration à l'échelle européenne. En 2007, nos experts juridiques ont développé une étude inédite, en coopération avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), sur l'impact négatif des préjugés raciaux lors des contrôles de police dans les gares ferroviaires de la région parisienne. Depuis lors, Open Society continue à soutenir les recours en justice et les actions de groupe visant à mettre fin à ces pratiques qui continuent à miner les relations entre la police et les personnes issues de l'immigration.

De façon plus générale, Open Society apporte son soutien à des groupes de défense des droits de l'homme établis de longue date, comme *La Ligue des Droits de l'Homme* (LDH) et *l'Observatoire International des Prisons*, ainsi qu'à des démarches innovantes visant à accroître la participation des citoyens à la vie politique, comme *L'Accélérateur de la Mobilisation*, une plateforme en ligne qui promeut l'engagement des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques. Comme dans le reste de l'Europe, Open Society soutient les défenseurs des droits des Roms en France, ainsi que les individus et les groupes qui luttent contre la violence et les discours de haine visant les communautés minoritaires.

FRANCE: BUDGET 2020 PAR THÈME



Budget total pour
la France en 2020:

\$881.500

Budget 2020
pour l'Europe:

\$92,9M

9 ACTIONS DES FONDATIONS OPEN SOCIETY EN EUROPE

- 1** Les Fondations Open Society ont participé au lancement en 2017 de l'European Roma Institute for Arts and Culture. Basé à Berlin, c'est la première institution artistique de ce genre consacrée aux artistes Roms.
- 2** Nous soutenons des douzaines d'organisations de surveillance et de défense des droits de l'homme ainsi que l'Union pour les libertés civiles en Europe, qui représente ses membres nationales dans les débats Européens.
- 3** Nous encourageons la participation des parents et des professionnels des milieux de la santé et de l'éducation dans la construction de systèmes de soins inclusifs et efficaces pour la petite enfance et pour l'éducation.
- 4** Open Society a soutenu la création de l'European Implementation Network, qui assure des services de surveillance du respect par les gouvernements nationaux des arrêts de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.
- 5** Nous avons travaillé avec les forces de police dans des villes en Espagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni dans leurs efforts pour éliminer les contrôles d'identité, les fouilles et les arrestations fondées sur des préjugés raciaux.
- 6** Nous apportons notre assistance aux groupes locaux qui travaillent avec les réfugiés et les communautés de migrants pour les aider à réussir leur intégration dans leur pays d'accueil.
- 7** Dans nos efforts de lutte contre la discrimination nous avons soutenu des groupes qui surveillent les agressions racistes en Italie et en Grèce, en finançant des campagnes défendant les droits des femmes et la parité de l'Irlande à la Pologne.
- 8** Notre Initiative pour la santé mentale a permis de soutenir des efforts en Croatie, en Macédoine, en Roumanie et ailleurs pour réformer la prise en charge de personnes atteintes de déficiences mentales, en les sortant de leur situation d'enfermement de longue durée en établissement institutionnel afin de leur permettre de vivre au milieu et avec le soutien de la communauté.
- 9** Nous soutenons les journalistes indépendants, les défenseurs des droits de l'homme, les lanceurs d'alertes et les personnes engagées dans le lutte anti-corruption, pour améliorer leur sécurité physique et technologique, et pour répondre aux difficultés juridiques auxquelles ils doivent face.